



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Deuxième session ordinaire  
Rome, 26-29 novembre 2018

---

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 30 octobre 2018	WFP/EB.2/2018/8-A/3
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Plan stratégique de pays – Gambie (2019-2021)

Durée	1 <sup>er</sup> janvier 2019-31 décembre 2021
Coût total pour le PAM	25 650 581 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

### Résumé

La Gambie a remarquablement progressé sur la voie de l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier pour ce qui est de l'enseignement primaire. Toutefois, aucune amélioration n'a été enregistrée ces dix dernières années en ce qui concerne la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, la situation s'étant même à certains égards aggravée. Si le secteur agricole est l'un de ceux qui contribuent le plus au produit intérieur brut, il arrive toutefois à peine à satisfaire la demande locale et son développement est entravé par des investissements trop faibles et par un accès limité aux capitaux. En dépit du niveau élevé d'endettement du pays, le nouveau Gouvernement est déterminé à régler des problèmes chroniques sur le plan social et en matière de développement.

Dans le plan national de développement (2017-2021), qui vient compléter le dispositif de plans stratégiques sectoriels, les investissements dans les secteurs qui contribuent le plus à l'augmentation du produit intérieur brut, tels que l'agriculture, le tourisme, les infrastructures et l'autonomisation des jeunes, sont considérés comme prioritaires. Le PAM apportera son appui au Gouvernement pour que soient atteints les objectifs définis dans le plan, en investissant dans les secteurs pertinents compte tenu de l'objectif de développement durable 2. Un nouveau domaine d'action privilégié, d'une importance primordiale, sera l'appui à la mise en place d'un système de

---

#### Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng  
Directeur régional  
Afrique de l'Ouest  
courriel: [abdou.dieng@wfp.org](mailto:abdou.dieng@wfp.org)

Mme W. K. Ndoho  
Directrice de pays  
courriel: [wanja.kaaria@wfp.org](mailto:wanja.kaaria@wfp.org)

protection sociale centré sur le programme national de repas scolaires, appelé à devenir en propre un filet de sécurité national.

Pour garantir la continuité en dépit du caractère limité des ressources financières et des capacités des pouvoirs publics, le présent plan stratégique de pays conjugue l'exécution directe et le renforcement des capacités pour favoriser le processus national de transition. Le PAM et ses partenaires des Nations Unies poursuivront l'harmonisation des activités qu'ils mènent au titre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement portant sur la période 2017-2021.

À l'issue d'un examen stratégique Faim zéro mené en 2018, il a été préconisé d'harmoniser les politiques, de renforcer la coordination et les investissements dans l'agriculture, et d'améliorer les mécanismes de protection sociale. En application du présent plan stratégique de pays, le PAM facilitera l'action gouvernementale, au moyen d'un soutien opérationnel direct, du transfert de connaissances et d'une assistance technique, ce qui contribuera à la réalisation des résultats stratégiques 1, 2, 3 et 5 définis par le PAM, conformément au plan national de développement (2017-2021), à la politique nationale de protection sociale et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2017-2021).

- L'effet direct stratégique 1 sera centré sur des plans d'intervention d'urgence en cas de choc.
- Les effets directs stratégiques 2, 3 et 4 contribueront au succès de l'action menée par le Gouvernement; ils seront centrés sur le renforcement la résilience des populations vulnérables au moyen de la mise en place de filets de protection sociale à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes, à l'intention des enfants de moins de 5 ans, des enfants inscrits dans des établissements préscolaires et primaires, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, ainsi que des petits exploitants agricoles.
- L'effet direct stratégique 5 sera centré sur le renforcement des capacités en vue de faciliter l'alignement des politiques nationales grâce à une approche intégrée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle – programme de repas scolaires, interventions nutritionnelles, protection sociale et systèmes de réduction des risques de catastrophe et d'alerte rapide.

### **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la Gambie (2019–2021) (WFP/EB.2/2018/8-A/3), pour un coût total pour le PAM de 25 650 581 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. Pour ce qui est de son développement, la Gambie se trouve à la croisée des chemins. Le Gouvernement qui était en place depuis 1994 a été remplacé à l'issue des élections tenues en 2016, ce qui s'est traduit par un regain d'optimisme. Bien que le pays se classe au 173<sup>ème</sup> rang sur 188 selon l'indice de développement humain pour 2016, le nouveau Gouvernement espère qu'il parviendra à extraire de la pauvreté la moitié de ses 2 millions de citoyens, à répondre aux besoins liés à la sécurité alimentaire et à diminuer les taux de malnutrition aiguë globale, qui ont atteint jusqu'à 10,3 pour cent<sup>1</sup>. Pour que la Gambie puisse accomplir les objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030, ainsi que les objectifs de l'initiative Vision 2020 – le plan national de développement adopté en 1996 –, la dette nationale devra être sensiblement réduite. À l'heure actuelle, 50 pour cent du budget national est consacré à des remboursements<sup>2</sup> censés permettre de faciliter les investissements dans les programmes sociaux. Le plan national de développement (2017-2021) va dans ce sens, qui encourage l'investissement dans les secteurs qui contribuent à l'augmentation du produit intérieur brut (PIB), tels que l'agriculture et le tourisme, pour offrir de nouvelles perspectives à une main-d'œuvre jeune, et en particulier aux femmes.
2. Des politiques sectorielles claires sont en place, mais un examen stratégique Faim zéro mené en 2018 a mis en évidence de graves lacunes en matière de cohérence des politiques, mais aussi de coordination et d'harmonisation de celles-ci avec le plan national de développement. Près de 60 pour cent de la population réside dans les villes<sup>3</sup> et 66 pour cent a moins de 25 ans et travaille dans le secteur informel, qui représente 63 pour cent de l'économie<sup>4</sup>. Le flux migratoire, en augmentation, est principalement alimenté par les jeunes – notamment les jeunes hommes, qui constituent le deuxième groupe le plus important, par nationalité, pour ce qui est des tentatives d'entrée illégale en Europe pour y trouver un emploi<sup>5</sup>. Étant donné le taux de croissance démographique élevé qui est enregistré en Gambie (3 pour cent)<sup>6</sup>, il faudrait tirer les conséquences de ce phénomène pour offrir des possibilités d'autonomisation aux jeunes, et en particulier aux femmes, et améliorer l'accès à l'emploi, ce qui conduirait à stimuler la croissance économique et la progression vers l'accomplissement des ODD.
3. L'insécurité alimentaire s'est aggravée ces cinq dernières années, en grande partie du fait de problèmes structurels, tels que la précarité dans le secteur agricole, principalement constitué de petits exploitants (surtout des hommes) pratiquant l'agriculture de subsistance, de l'accès limité aux ressources et de l'exposition aux fluctuations des prix alimentaires et aux chocs climatiques, comme les inondations de 2012 et 2017. La production nationale ne couvrant que 50 pour cent des besoins alimentaires du pays, celui-ci est tributaire des importations; les personnes les plus vulnérables courent constamment le risque de ne pouvoir acheter des produits alimentaires en quantité suffisante. Compte tenu du nombre élevé d'individus qui sont susceptibles de basculer en crise de phase 3, telle que définie dans

---

<sup>1</sup> Enquête intégrée sur les ménages de 2016 et enquête dite de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition (SMART) de 2015.

<sup>2</sup> Budget national de 2018.

<sup>3</sup> Voir: <http://www.worldbank.org/en/country/gambia/overview>

<sup>4</sup> Altai Consulting [pour l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le projet Free Movement and Migration in West Africa]. 2017. *Migration Profile: The Gambia*.

<sup>5</sup> OIM, 2016. Ensemble de données *Flow to Europe Overview*,.

<sup>6</sup> Voir: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=GM>.

le cadre harmonisé de 2017, la Gambie figure désormais parmi les pays considérés comme prioritaires au titre de 2018 dans la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel.

4. Bien que les femmes et les filles représentent 50 pour cent de la population, le parlement ne compte que 10,3 pour cent de femmes<sup>7</sup>. Les taux de scolarisation et de poursuite des études dans les écoles primaires sont analogues pour les deux sexes<sup>8</sup>, mais 38 pour cent des femmes sont au chômage, contre 21 pour cent des hommes<sup>9</sup>. L'examen stratégique Faim zéro a permis de relever que les femmes vivant en milieu rural manquaient d'accès au crédit et aux terres. On s'accorde à reconnaître qu'elles sont les principales productrices de riz dans les terres marécageuses; pourtant, l'examen d'un projet d'irrigation a fait ressortir que les femmes ne possédaient que 10 pour cent des terres<sup>10</sup>. Cette discrimination fait qu'il est plus difficile pour elles de trouver leur place dans le secteur agricole, qui est le plus grand employeur du pays. Les indicateurs sociaux relatifs aux femmes sont préoccupants, puisque la Gambie se classait au 148<sup>ème</sup> rang sur 159 pays selon l'indice d'inégalité entre les sexes pour 2016<sup>11</sup>, 46 pour cent des femmes étant mariées avant l'âge de 18 ans<sup>12</sup>. Selon les estimations, 20 000 personnes, y compris des filles et des femmes enceintes, vivaient avec le VIH en 2016, dont seulement 30 pour cent recevaient un traitement antirétroviral<sup>13</sup>.

## 1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

### ***Progrès vers l'accomplissement des cibles associées à l'objectif de développement durable 2***

#### *Accès à l'alimentation*

5. Le taux de pauvreté reste stable à 48 pour cent<sup>14</sup> mais le taux d'insécurité alimentaire est passé de 5 pour cent à 8 pour cent au cours des cinq dernières années<sup>15</sup>. Ces tendances s'expliquent en partie par des systèmes alimentaires défaillants et par les effets de la sécheresse et des inondations de 2012. Une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité réalisée en 2016 a montré que les personnes principalement tributaires de l'agriculture étaient les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Plusieurs chocs considérables, comme le déclin du tourisme qui a suivi l'épidémie liée au virus Ebola en 2015, se sont répercutés sur le PIB. En mars 2018, selon le cadre harmonisé, 45 000 personnes<sup>16</sup> se trouvaient en phase 3 – phase de crise – en matière d'insécurité alimentaire, car les réserves alimentaires des ménages étaient faibles pendant la saison de soudure. La production de céréales a chuté de 26 pour cent en raison de longues périodes

---

<sup>7</sup> Union interparlementaire. 2018. *Women in parliament in 2017 The year in review*. Consultable à l'adresse <https://www.ipu.org/fr/file/4313/download?token=xjTtH6WR>.

<sup>8</sup> Taux brut de scolarisation dans le primaire en 2017: 91 pour cent des filles, 84 pour cent des garçons. Taux d'achèvement ou de poursuite des études dans le primaire en 2017: 80 pour cent des filles, 77 pour cent des garçons. Taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 à 24 ans pour 2008-2012: 72 pour cent des hommes; 63 pour cent des femmes. Voir: [https://www.unicef.org/infobycountry/gambia\\_statistics.html](https://www.unicef.org/infobycountry/gambia_statistics.html).

<sup>9</sup> Enquête intégrée sur les ménages de 2016.

<sup>10</sup> Banque mondiale. 2013. *Improving Access to Land and Strengthening Women's Land Rights in Africa*.

<sup>11</sup> Programme des Nations Unies pour le développement. *Rapport sur le développement humain 2016: Le développement humain pour tous*.

<sup>12</sup> Voir: [https://www.unicef.org/gambia/children\\_1266.html](https://www.unicef.org/gambia/children_1266.html).

<sup>13</sup> Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). *Country overview for the Gambia*. Voir <http://www.unaids.org/en/regionscountries/countries/gambia>

<sup>14</sup> Enquête intégrée sur les ménages 2016. Taux de pauvreté des chefs de famille: 47,6 pour cent chez les femmes; 57,5 pour cent chez les hommes.

<sup>15</sup> Analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2016 – insécurité alimentaire au Kuntaur: 18 pour cent; Basse: 14,5 pour cent; Janjanbureh et Mansa Konko: 12 pour cent. Les ménages dirigés par une femme sont moins exposés à l'insécurité alimentaire que ceux qui le sont par un homme, ce qui traduit une inversion par rapport à l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2011.

<sup>16</sup> Les données ventilées par sexe et par âge ne sont pas disponibles.

de sécheresse en 2017 et les fluctuations des prix du marché<sup>17</sup> ont fragilisé les ménages les plus vulnérables, qui consacrent la moitié de leurs revenus à l'alimentation<sup>18</sup>.

#### *Mettre fin à la malnutrition*

6. Les taux de mortalité infantile et maternelle<sup>19</sup> ont diminué, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'obésité infantile ne dépasse pas 0,5 pour cent, mais le taux moyen de malnutrition aiguë globale est passé de 9,9 pour cent en 2012 à 10,3 pour cent en 2015 – le taux le plus élevé (13,9 pour cent) ayant été enregistré en Basse et dans d'autres régions<sup>20</sup>. Le taux de prévalence de la malnutrition aiguë a été établi à 11,1 pour cent chez les garçons et à 9,4 pour cent chez les filles, le pourcentage le plus élevé étant relevé parmi les enfants âgés de 6 à 17 mois<sup>21</sup>. Le taux de retard de croissance reste important, à 23 pour cent, et des recherches ont montré que 64 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient de carences en vitamine A; en 2015, 73 pour cent des enfants présentaient une forme d'anémie<sup>22</sup>.

#### *Productivité et revenus des petits exploitants*

7. Le secteur agricole repose principalement sur une petite agriculture de subsistance non irriguée. Elle représente 20 pour cent du PIB et, en moyenne, 46 pour cent de la population s'y consacre à l'échelle nationale – 80 pour cent de la population dans les zones rurales<sup>23</sup>. En 2016, la croissance agricole a atteint 4 pour cent, soit la moitié de la cible nationale annuelle (8 pour cent)<sup>24</sup>. Le secteur agricole est enfermé dans un cercle vicieux (investissements et intrants insuffisants, et faibles extrants) et l'examen stratégique Faim zéro a fait ressortir d'autres graves problèmes, comme le caractère persistant et systématique des inégalités entre les sexes s'agissant de l'accès à l'eau, les pertes après récolte, des dispositifs d'entreposage inadéquats, la valeur ajoutée restreinte et une commercialisation défailante.

#### *Systèmes alimentaires durables*

8. Les systèmes alimentaires sont affaiblis par des problèmes liés à leur configuration même et par des chocs climatiques récurrents, notamment des précipitations irrégulières qui entraînent une diminution de la productivité des agriculteurs et, partant, ont des répercussions sur la disponibilité et les prix des produits alimentaires. Il en résulte une dépendance vis-à-vis des importations de riz et de bétail, une production céréalière maigre et irrégulière, et un déclin des récoltes d'arachides, pourtant la principale culture de rapport<sup>25</sup>.

---

<sup>17</sup> Cadre harmonisé. 2018.

<sup>18</sup> Analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2016.

<sup>19</sup> Rapport annuel sur l'état d'avancement des OMD, 2015. Entre 2005 et 2014, la mortalité des enfants de moins de 5 ans a chuté, passant de 131/1 000 naissances vivantes à 67/1 000; la mortalité infantile est passée de 93/1 000 à 42/1 000. Les deux taux étaient supérieurs aux cibles des OMD.

<sup>20</sup> Enquête SMART de l'Agence nationale pour la nutrition (NaNA) réalisée en 2016. Taux de malnutrition aiguë globale – Basse: 13,9 pour cent; Kuntaur: 11,4 pour cent; Kerewan: 10,6 pour cent; Janjanbureh: 10,5 pour cent.

<sup>21</sup> *Ibid.* Données ventilées par sexe: obésité infantile – garçons: 0,5 pour cent; filles: 0,6 pour cent; enfants de 6 à 59 mois – garçons: 11,1 pour cent; filles: 9,4 pour cent. Enquête SMART, NaNA 2016.

<sup>22</sup> Enquête SMART 2015.

<sup>23</sup> Enquête intégrée sur les ménages de 2016.

<sup>24</sup> Union africaine. Déclaration de Malabo, juin 2014.

<sup>25</sup> Examen stratégique Faim zéro 2018.

### **Environnement macroéconomique**

9. Le PIB s'est élevé à 960 millions de dollars en 2008 comme en 2016<sup>26</sup>. Une croissance de 4,8 pour cent est prévue pour 2018, stimulée par les réformes économiques<sup>27</sup>. Les secteurs de l'agriculture, des services et du tourisme devraient recevoir des investissements importants dans le cadre du plan national de développement, qui met également l'accent sur l'équité entre les sexes, l'objectif étant que près de la moitié de la population en âge de travailler trouve un emploi; il en résulterait des conséquences très positives pour le PIB.
10. Ces cinq dernières années, les prix des denrées de base ont augmenté du fait de la forte dépendance vis-à-vis des importations et de la hausse des taux d'intérêt liée à la stagnation des exportations; il en est résulté une dépréciation du *dalasi* gambien (1 dollar = 48,2 *dalasis*)<sup>28</sup>. Néanmoins, à la suite de la transition politique de 2016, l'inflation est tombée de 8,8 pour cent en 2017 à 6,4 pour cent en 2018<sup>29</sup>.

### **Principaux liens intersectoriels**

11. Les objectifs liés à l'enseignement primaire, dont la parité des sexes, ont été largement atteints dans le cadre des OMD, mais les taux de malnutrition aiguë globale et les carences en micronutriments demeurent élevés parmi les enfants scolarisés dans le préscolaire et le primaire. Cette situation compromet les progrès vers l'éducation de haute qualité (ODD 4). À l'heure actuelle, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes demeurent deux défis à relever, comme le montrent la proportion élevée de jeunes femmes mariées avant 18 ans; la prévalence des violences sexistes; les faibles taux de propriété foncière et de contrôle des terres, d'accès aux actifs et de services financiers enregistrés parmi les femmes; et leur sous-représentation au niveau de la gouvernance publique. Tous ces éléments ont des effets négatifs sur la sécurité alimentaire individuelle et collective, ainsi que sur le développement durable. Compte tenu de l'aspect transversal de ces défis, le PAM et d'autres organismes des Nations Unies travailleront avec le Bureau de la condition féminine en vue de l'accomplissement de l'ODD 5, conformément aux dispositions de la loi portant création du Conseil national de la condition féminine.

### **1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim**

12. Un ensemble de politiques et de programmes contribuent à la réalisation de l'ODD 2, mais l'examen stratégique Faim zéro a montré qu'ils n'étaient pas pleinement coordonnés avec le plan national de développement et a souligné les lacunes suivantes:
  - i) L'environnement macroéconomique n'est pas propice aux investissements du secteur privé: le niveau élevé des taux débiteurs des banques, par exemple, restreint l'accès des investisseurs au crédit et freine la croissance et la création d'emplois, en particulier pour les jeunes.
  - ii) Les investissements dans l'agriculture sont faibles, s'agissant notamment de la diversification des cultures, des services après récolte, de la stabilisation des prix, des intrants, des installations d'entreposage, des réserves alimentaires et des réseaux de commercialisation.

---

<sup>26</sup> Bureau de la statistique de Gambie, 2016.

<sup>27</sup> <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/country-notes/gambia>.

<sup>28</sup> Examen stratégique Faim zéro, 2018. L'indice des prix à la consommation pour les produits alimentaires est passé de 100 en 2004 à 206 en 2016.

<sup>29</sup> Fonds monétaire international, 2018.

- a) En raison du manque d'harmonisation des politiques relatives à la problématique hommes-femmes, les inégalités entre les sexes s'aggravent, surtout dans le secteur agricole. Les agricultrices n'ont qu'un accès limité aux subventions de contrepartie, car elles ne disposent pas des garanties et nantissements nécessaires, ce qui entrave du même coup leur accès aux services financiers et autres.
- iii) La politique nationale de protection sociale n'est pas encore pleinement opérationnelle et les programmes de protection sociale ne sont pas coordonnés. Il faut améliorer la transition vers la prise en charge nationale du programme de repas scolaires pour assurer sa viabilité à long terme et une couverture universelle; le programme doit également exploiter la production locale pour soutenir les petits exploitants.
- iv) La vulnérabilité face aux chocs externes est aggravée par l'absence d'un système national d'alerte rapide. Les programmes d'alerte rapide sont fragmentés malgré l'appui de nombreux organismes publics. Il est impératif de compléter et d'actualiser les informations disponibles pour faciliter le lancement d'interventions rapides en cas de choc.

#### **1.4 Priorités pour le pays**

##### ***Priorités du Gouvernement***

- 13. Le plan national de développement présente le détail des investissements requis pour que le Gouvernement puisse financer le développement durable. La politique nationale de protection sociale vise à venir en aide aux groupes les plus vulnérables, en privilégiant la réalisation des objectifs relatifs à l'alimentation et à la nutrition, l'accent étant mis sur les personnes vivant avec le VIH et les personnes handicapées. À l'issue d'un examen de la coordination des dispositifs de protection sociale, en cours de réalisation, un registre social sera établi, puis les filets de protection sociale seront harmonisés.
- 14. L'autonomisation des femmes est un domaine d'action privilégié pour le Gouvernement. La loi portant création du Conseil national de la condition féminine est entrée en vigueur en 1980 et le Bureau de la condition féminine a été chargé de mener des interventions liées à la problématique hommes-femmes et de les coordonner sous la responsabilité du Cabinet du Vice-Président.
- 15. Le programme de repas scolaires a été lancé dans les années 1970. Il est exécuté conjointement par le PAM et par le Gouvernement, et 42 pour cent des enfants inscrits dans les établissements préscolaires et primaires des six régions du pays – 139 000 en tout – en bénéficient. Jusqu'en 2014, ce programme de repas scolaires était entièrement financé par des donateurs et mis en œuvre par le PAM; cette année-là, le Gouvernement a alloué un montant de 640 000 dollars, qui devait servir à financer le programme dans deux des six régions pendant quatre ans à compter de 2018. À l'heure actuelle, 20 pour cent du budget national est affecté à l'éducation, y compris le programme de repas scolaires – indication claire du degré de priorité qui est accordé à ce secteur.
- 16. La politique en matière de nutrition (2018-2025) contribuera à la réalisation des cibles associées aux ODD 2 et 3. Le Gouvernement coordonne actuellement la planification et la mise en œuvre des interventions nutritionnelles par l'entremise du Ministère de la santé et des affaires sociales et de l'Agence nationale pour la nutrition (NaNA), en ciblant les régions les plus vulnérables en matière de nutrition et de santé maternelle. Les interventions nutritionnelles font partie d'une enveloppe minimale de services nutritionnels prévue par la politique nationale de protection sociale à l'appui de la création d'un filet de protection sociale centré sur la nutrition pour les personnes vulnérables.

17. L'aide aux petits exploitants figure au cœur des priorités de la politique relative à l'agriculture et aux ressources naturelles (2009-2015)<sup>30</sup>. La politique nationale en matière de repas scolaires<sup>31</sup> privilégie la production locale et la nouvelle Alliance nationale en faveur de l'enrichissement des aliments, sous la responsabilité conjointe du Ministère de la santé et des affaires sociales, de la Direction des affaires sociales et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a pour mission d'améliorer la disponibilité des aliments enrichis.
18. L'Agence nationale de gestion des catastrophes, placée sous l'autorité du Cabinet du Vice-Président, a pour tâche de gérer les systèmes de réduction des risques de catastrophe et d'alerte rapide.

### ***Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires***

19. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) établi pour la Gambie pour 2017-2021 expose les modalités de la coordination des activités à mener pour appuyer les efforts consentis par le Gouvernement pour atteindre les cibles associées aux ODD. Sous son égide, la FAO contribue à améliorer la production agricole et l'enrichissement des aliments; le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) finance des programmes destinés à réduire la pauvreté et les risques de catastrophe; le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) privilégie le traitement de la malnutrition aiguë sévère, l'amélioration de la qualité des programmes éducatifs, les mesures destinées à protéger les filles et les femmes, par exemple en utilisant la communication pour faire évoluer la société et les comportements, en agissant contre la violence à l'égard des femmes et les pratiques traditionnelles préjudiciables aux filles et aux femmes, et en veillant à ce que les adolescentes soient scolarisées et assidues; la Banque mondiale appuie la mise en place d'un système national de protection sociale; l'OIM et le Centre du commerce international (CCI), nouveaux partenaires dans le pays, appuient la réintégration des rapatriés et la création d'emplois pour les migrants potentiels et ceux qui sont de retour.

## **2. Incidences stratégiques pour le PAM**

### **2.1 Expérience du PAM et enseignements**

20. Le PAM est présent en Gambie depuis 1970. Jusque dans les années 2000, il a apporté son appui au programme de repas scolaires et aux programmes centrés sur les moyens d'existence. Lors de la crise de 2010-2011 au Sahel, il a dirigé l'action humanitaire menée en Gambie, où il a mis en place des activités de réduction des risques de catastrophe et intensifié l'adoption de mesures au titre de la nutrition; il a par la suite instauré les transferts de type monétaire et les achats locaux, et contribué à renforcer les capacités et les politiques nationales dans l'optique de la viabilité à long terme, s'agissant en particulier du programme de repas scolaires.
21. Plusieurs évaluations suggèrent que le PAM devrait continuer d'apporter un appui au Gouvernement au titre de la détermination de modalités viables et peu coûteuses d'exécution du programme de repas scolaires<sup>32</sup> en vue d'un transfert de responsabilités ultérieur, mais aussi de renforcer les capacités des pouvoirs publics en matière de suivi et d'évaluation, ainsi que de prise en compte de la problématique hommes-femmes.

---

<sup>30</sup> Cette politique est en cours d'actualisation.

<sup>31</sup> En mai 2018, elle n'avait pas encore été officiellement approuvée. Elle devrait l'être au niveau ministériel dans le courant de 2018.

<sup>32</sup> Les conclusions de l'examen stratégique Faim zéro, le rapport sur l'évaluation décentralisée de 2018 et les rapports des missions techniques, notamment celle qui a été menée par le centre d'excellence du PAM au Brésil, incluent tous des recommandations qui vont dans le sens de l'utilisation de transferts de type monétaire.

22. Des évaluations réalisées récemment ont également fait apparaître les effets positifs du projet conjoint PAM/FAO (OMD 1c)<sup>33</sup>, exécuté au bénéfice des petits exploitants et appelé à se développer<sup>34</sup>. Les enseignements tirés ont inspiré l'élaboration du présent plan stratégique de pays (PSP). On s'efforcera d'exploiter les avantages relatifs du PAM pour remédier aux goulets d'étranglement observés dans la chaîne de valeur alimentaire. Il conviendra pour cela d'aider les agriculteurs – et en premier lieu les agricultrices – à satisfaire aux normes de qualité en vigueur sur les marchés et d'améliorer les liens entre producteurs et marchés. Le programme de repas scolaires comporte une composante production locale solide, conforme à l'objectif du Gouvernement de réduire la dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires.

## 2.2 Potentialités pour le PAM

23. *Rationaliser le portefeuille d'activités dans le pays dans l'optique de la protection sociale.* La nutrition et le programme de repas scolaires occupent une place centrale dans la politique nationale de protection sociale<sup>35</sup>. Comme le montre son document de 2018 sur la protection sociale<sup>36</sup>, le PAM est en bonne position pour contribuer à la réalisation de trois des quatre objectifs de la politique nationale de protection sociale au moyen de transferts saisonniers, de la fourniture de repas scolaires, de l'exécution de programmes nutritionnels et d'activités de type Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) et de la mise en place de systèmes d'alerte rapide. Le PAM pourrait donner la priorité aux groupes vulnérables, tels que les ménages dirigés par une femme, les personnes vivant avec le VIH et les personnes handicapées; des établissements scolaires accueillant des enfants handicapés pourraient bénéficier du programme de repas scolaires. Le PAM et ses partenaires sont à même de remédier aux vulnérabilités propres à certaines catégories – mères, nourrissons, enfants de moins de 5 ans, enfants inscrits dans le préscolaire et le primaire, jeunes et adultes travaillant dans le secteur agricole. En réponse aux taux de malnutrition aiguë globale systématiquement élevés qui sont enregistrés, le PAM mettra en place avec la FAO des activités axées sur la généralisation de l'enrichissement des aliments, la communication visant à faire évoluer la société et les comportements et autres activités connexes.
24. *Faire du programme de repas scolaires un dispositif de protection sociale phare pris en charge par les pouvoirs publics.* Les premières dotations budgétaires nationales pour le programme de repas scolaires montrent bien la détermination du Gouvernement à ce titre. Le PAM continuera de venir en aide aux enfants inscrits dans le préscolaire<sup>37</sup> et le primaire et renforcera l'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur. Le niveau élevé de la dette nationale restreignant les investissements gouvernementaux, le PSP comprend un plan de transition par étapes qui prévoit un transfert des responsabilités à deux régions en 2019, puis à une autre en 2021. L'UNICEF apportera son appui au Gouvernement pour ce qui est de répondre aux besoins des enfants en âge d'être scolarisés dans le secondaire, en particulier ceux des filles.
25. *Mettre davantage l'accent sur le renforcement de la résilience.* Conformément à diverses évaluations et recommandations, le PSP prévoit le développement des activités intéressant la résilience: on se concentrera sur les besoins des groupes de population vulnérables pendant les saisons de soudure, en particulier les femmes, au moyen d'activités 3A et de mesures visant à renforcer les capacités des petits exploitants, conformément aux

---

<sup>33</sup> *Improving food security through crop production intensification and School Feeding Programme (MDG 1c)*, projet financé par l'Union européenne 2013-2016.

<sup>34</sup> Évaluation consacrée à l'OMD 1c, 2017.

<sup>35</sup> Conformément aux conclusions des évaluations opérationnelles, de l'examen stratégique Faim zéro et des consultations menées avec le gouvernement.

<sup>36</sup> <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000073283/download/?ga=2.156190835.970215055.1534143026-1929962497.1531135551>.

<sup>37</sup> Recommandation issue de l'examen stratégique Faim zéro de 2011.

recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro. L'aide aux petits exploitants passera par la transmission de compétences relatives aux chaînes d'approvisionnement, à la gestion de la sécurité sanitaire des aliments et à l'accès aux marchés, en partenariat avec la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'OIM et le CCI.

26. *Interventions en cas de crise et appui au Gouvernement pour la préparation aux situations d'urgence et les systèmes d'alerte rapide.* Étant donné qu'il faut s'attendre à ce que des phénomènes naturels aux effets négatifs se produisent de façon récurrente, l'aide apportée par le PAM sous la forme d'interventions en cas de crise sera maintenue. Selon plusieurs évaluations et consultations<sup>38</sup>, il est indispensable que le PAM, en partenariat avec le PNUD, renforce les moyens d'action de l'Agence nationale de gestion des catastrophes et l'aide à élaborer un système intégré d'alerte rapide qui se substitue à terme au dispositif actuel, fragmenté, qui mobilise plusieurs ministères.

### **2.3 Réorientations stratégiques**

27. Les principales évolutions sont l'alignement du PSP sur la politique nationale de protection sociale; la priorité plus grande accordée au renforcement des capacités et à la maîtrise du programme de repas scolaires par le Gouvernement, afin que celui-ci soit en mesure d'en perfectionner les modalités d'exécution et de prendre en charge une partie des bénéficiaires; la coordination des activités de renforcement de la résilience et des interventions nutritionnelles; l'appui apporté aux petits exploitants et aux activités 3A aux fins du renforcement des actifs communautaires, grâce à des transferts assortis de conditions au bénéfice des personnes exposées à des risques pendant les saisons de soudure; pour ce qui est de l'aide à la réduction des risques de catastrophe, l'accent mis sur le renforcement des capacités techniques de l'Agence nationale de gestion des catastrophes en matière de systèmes d'alerte rapide et de préparation plutôt que sur la mise en œuvre sur le terrain, comme c'était le cas auparavant.
28. Les technologies et les innovations seront davantage mobilisées pour remédier aux goulets d'étranglement qui entravent l'exécution des opérations ainsi que le suivi et l'évaluation. L'utilisation de la plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) sera transposée à une plus grande échelle, et on fera appel à de nouvelles technologies dont la fiabilité aura été démontrée pour régler les problèmes associés à la qualité des données collectées dans le cadre du programme de repas scolaires.

## **3. Orientation stratégique du PAM**

### **3.1 Direction, orientations et impacts escomptés**

29. Le présent PSP concorde avec le PNUAD et, sur cette base, le PAM sera en mesure d'apporter son appui au Gouvernement pour qu'il atteigne les objectifs du plan national de développement se rapportant à la sécurité alimentaire et à la nutrition et les ODD 2 et 17. Il vient compléter le programme national de protection sociale en ce qu'il favorisera l'instauration de filets de sécurité stables et prévisibles pour les groupes vulnérables ciblés. Pour obtenir les effets directs stratégiques prévus dans le PSP, le PAM adoptera des approches propres à faire évoluer les relations entre les sexes, il contribuera à ancrer dans la durée les résultats obtenus au titre de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et plaidera pour la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes dans les cadres politiques et normatifs. Le présent PSP triennal contribuera aux résultats stratégiques 1, 2, 3 et 5 du PAM et il est aligné sur le plan national de développement, la politique nationale de protection sociale et le PNUAD.

---

<sup>38</sup> Évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement de 2016 et consultations menées avec le gouvernement et les partenaires du système des Nations Unies.

30. Le présent PSP est fondé sur des enseignements tirés de l'expérience, sur des recommandations issues d'évaluations et de l'examen stratégique Faim zéro, sur des consultations menées auprès du Gouvernement et des donateurs – en particulier l'Union européenne – ainsi que de la FAO, du FIDA et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que sur des recommandations formulées dans le cadre de missions techniques couvrant la protection sociale, l'appui aux marchés agricoles et à l'agriculture paysanne, les repas scolaires utilisant la production locale et les chaînes d'approvisionnement. Il concorde avec la stratégie régionale du PAM en matière de résilience et a été conçu en tenant compte des priorités des donateurs, l'objectif étant d'en faire un complément de l'action menée par d'autres partenaires de développement, d'un bon rapport coût-efficacité.

### **3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles**

#### ***Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par des crises, y compris les chocs saisonniers, dans les régions ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant les crises et au lendemain des crises***

31. Cet effet direct traduit une exigence de précaution, l'objectif étant de permettre au PAM d'intervenir rapidement en cas de choc. Les modalités d'exécution, la teneur des rations, ainsi que la durée et le ciblage de l'assistance seront déterminés à la lumière d'une évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence.

#### ***Domaines d'action privilégiés***

32. Cet effet direct stratégique est centré sur les interventions en cas de crise.

#### ***Produits escomptés***

33. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les bénéficiaires touchés par une crise reçoivent en temps voulu des aliments ou des transferts de type monétaire, pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels.
- Des messages visant à faire évoluer la société et les comportements sont communiqués aux bénéficiaires touchés par une crise, en vue d'améliorer leurs pratiques nutritionnelles.
- Les populations ciblées touchées par une crise bénéficient de la capacité renforcée des partenaires nationaux d'assurer un accès sûr à une alimentation suffisante et nutritive.

#### ***Activités essentielles***

*Activité 1: Fournir une assistance alimentaire et dispenser une formation en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à l'intention des populations touchées par une crise, et renforcer les capacités des partenaires nationaux d'intervenir en cas de crise*

34. Avec l'aide de ses partenaires gouvernementaux, le PAM fournira des aliments ou des transferts de type monétaire équivalant à 1 770 kilocalories par personne et par jour à 10 000 bénéficiaires touchés par une crise, et en priorité aux groupes vulnérables tels que les ménages dirigés par une femme, les personnes handicapées et les personnes vivant avec le VIH. Une permanence téléphonique faisant place aux femmes sera mise en place pour recueillir les réclamations et assurer la remontée d'information: les problèmes liés à la protection pourront ainsi être signalés et réglés. Des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements ainsi que des formations sur les questions liées à la problématique hommes-femmes et à la protection seront menées à l'intention des partenaires et des populations touchées, en vue d'améliorer la diversité de l'alimentation et les pratiques nutritionnelles.

35. Le PAM et ses partenaires planifieront et mettront en œuvre les interventions avec l'Agence nationale de gestion des catastrophes, qui verra également ses capacités renforcées dans les domaines de l'intégration de la problématique hommes-femmes, de la planification et du suivi des projets, ainsi que de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Cette activité s'accompagnera du renforcement des capacités de l'Agence nationale de gestion des catastrophes en matière de préparation, dans l'optique de l'effet direct stratégique 5. Le PAM continuera de superviser et de coordonner les interventions d'urgence et développera son rôle de prestataire de services relatifs à la chaîne d'approvisionnement à l'intention de ses partenaires (voir la section 4.3).

***Effet direct stratégique 2: Les populations en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées, notamment les enfants d'âge scolaire, ont accès toute l'année à une alimentation suffisante et nutritive***

36. Le PAM continuera d'appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre du programme de repas scolaires, qui est le filet de protection sociale le plus développé et le plus ancien dans le pays, tout en s'attachant à préparer sa prise en charge par les instances nationales. Des repas seront servis à 40 pour cent des enfants scolarisés dans le primaire dans la totalité des six régions; la couverture s'étendra aux enfants accueillis dans les centres de développement de la petite enfance, jusqu'à l'âge de 5 ans. Sachant que leurs enfants recevront un repas quotidien nutritif et équilibré, les parents seront encouragés à les scolariser. L'extension du programme aux établissements spécialisés dans le développement du jeune enfant fait suite aux recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro et aux conclusions préliminaires de l'évaluation décentralisée du programme de repas scolaires réalisée en 2018, dans lesquelles ont été rappelés les effets positifs des transferts d'espèces sur les économies locales.

***Domaines d'action privilégiés***

37. Cet effet direct stratégique est centré sur le renforcement de la résilience.

***Produits escomptés***

38. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Dans le préscolaire et le primaire, un repas sain et nutritif est servi chaque jour aux enfants, qui subvient à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et a pour effet d'améliorer les taux de scolarisation et d'assiduité.
  - Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient des capacités renforcées des autorités et des communautés locales de mettre en place en milieu scolaire des programmes d'alimentation et de nutrition utilisant la production locale pour répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels.

***Activités essentielles***

*Activité 2: Dans le préscolaire et le primaire, servir des repas aux enfants exposés à l'insécurité alimentaire pendant l'année scolaire, et améliorer la capacité des autorités locales de gérer le programme de repas scolaires en tant que filet de sécurité de portée nationale*

39. Les six régions recevront l'appui du PAM et du Gouvernement: dans le préscolaire et le primaire, le PAM viendra en aide à 115 000 enfants et le Gouvernement à 24 000 autres; la moitié de ces enfants seront des filles. Le programme couvrira ainsi 42 pour cent des enfants inscrits dans une structure préscolaire ou un établissement primaire à l'échelle nationale. Les districts desservis seront sélectionnés en fonction des indicateurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Pour choisir les établissements bénéficiaires, on continuera de tenir compte de leur capacité d'assurer l'accès à l'eau et aux services d'assainissement, avec des latrines séparées pour les garçons et les filles – ce qui encourage celles-ci à demeurer scolarisées. Tous les établissements participants diffuseront des

messages de portée nationale à propos de la nutrition, visant à faire évoluer la société et les comportements. Des comités de gestion des vivres, auxquels participeront les "clubs de mères", seront établis pour que les femmes touchent un revenu journalier en rémunération de leur contribution à la gestion du programme; l'appropriation des activités par les communautés sera encouragée.

40. Cette activité combinera deux types de modalités: prestations en nature, les aliments étant achetés et livrés dans les écoles par le PAM ou le Ministère de l'enseignement élémentaire et secondaire; transferts de type monétaire, l'achat des aliments et la logistique étant gérés par les écoles, ce qui favorisera les achats locaux d'aliments frais, variés et nutritifs, tels que du poisson et des légumes verts, et la diversification du régime alimentaire<sup>39</sup>. Elle sera liée à l'activité 4 – achats auprès des petits exploitants en vue de leur offrir un débouché stable; les petites agricultrices auront la priorité. Le PAM vise à accroître le recours aux transferts de type monétaire, afin que cette modalité soit mise en place dans 30 pour cent des écoles participantes d'ici à 2021, contre 13 pour cent aujourd'hui.
41. Le renforcement des capacités gouvernementales en matière de gestion du programme de repas scolaires concernera tous les aspects du cycle de projets menés aux niveaux central, régional et communautaire – planification, chaîne d'approvisionnement, suivi et évaluation, gestion de l'information, coordination et prise en compte de la problématique hommes-femmes. Le passage à la gestion du programme par le Gouvernement dans deux régions, puis dans une troisième d'ici à 2021, permettra au PAM d'ajuster le renforcement des capacités gouvernementales selon que de besoin. Une attention particulière sera accordée à la collecte de données fiables pour effectuer des analyses et des rapports, conformément aux conclusions préliminaires de l'évaluation décentralisée de 2018 du programme de repas scolaires.

***Effet direct stratégique 3: L'état nutritionnel des populations vulnérables vivant dans les zones ciblées, notamment les enfants ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes, s'améliore conformément aux objectifs nationaux***

42. Face à des taux alarmants de malnutrition aiguë globale, le PAM et ses partenaires dans le domaine de la nutrition, l'UNICEF et la NaNA, mettront en place localement des programmes de prévention et de traitement intégrés dans les régions les plus touchées, en vue de créer une structure durable.
43. Une assistance ciblée est requise, car le taux de malnutrition varie selon les régions. Les corrélations entre les taux élevés de retard de croissance et l'insécurité alimentaire justifient que les enfants de moins de 5 ans ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes bénéficient d'un programme de prévention et de traitement. Les résultats d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples qui sont en cours de réalisation serviront de guide pour les interventions nutritionnelles menées pendant la période d'exécution du PSP.

***Domaines d'action privilégiés***

44. Cet effet direct stratégique est centré sur le renforcement de la résilience.

***Produits escomptés***

45. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
  - Les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblées reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, en quantité suffisante et en temps voulu, l'objectif étant de traiter la malnutrition aiguë modérée.

---

<sup>39</sup> L'assortiment des rations acquises grâce à des transferts monétaires et distribuées dans les écoles devra être constitué de huit aliments, notamment des aliments riches en micronutriments, tels que le poisson et les légumes verts.

- Les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, en quantité suffisante et en temps voulu, l'objectif étant de prévenir la malnutrition aiguë modérée.
- Des messages visant à faire évoluer la société et les comportements sont diffusés à l'intention des bénéficiaires ciblés – les enfants âgés de 6 à 59 mois, les adolescentes, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que d'autres personnes vulnérables sur le plan nutritionnel – avec pour objectif d'améliorer les pratiques nutritionnelles et de prévenir la malnutrition.

### **Activités essentielles**

*Activité 3: Mettre en œuvre des programmes de nutrition complets, notamment en fournissant des aliments nutritifs, à l'intention des enfants de moins de 5 ans ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes pour prévenir ou traiter la malnutrition aiguë et chronique, tout en apportant un appui au Gouvernement pour la gestion de ces programmes*

46. Cet appui centré sur la nutrition ciblera 55 200 bénéficiaires dans les régions enregistrant les taux de malnutrition aiguë globale et de retard de croissance les plus élevés. Le PAM mettra en place une supplémentation alimentaire généralisée pour les enfants âgés de 6 à 23 mois pendant les saisons de soudure afin de prévenir la malnutrition aiguë modérée et dispensera un traitement aux enfants de moins de 5 ans ainsi qu'aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition modérée. Les femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition et vivant avec le VIH bénéficieront également du programme de supplémentation alimentaire ciblée. Le PAM et l'UNICEF mettront en œuvre conjointement des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements s'agissant des relations hommes-femmes, dans le cadre du module élaboré avec le Gouvernement sur ce thème, qui est axé sur l'amélioration des pratiques d'hygiène et la diversification des aliments produits localement. Une analyse du coût de la faim qui sera menée en 2018 servira de base pour la réalisation d'une étude sur le coût du régime alimentaire pendant la durée d'exécution du PSP, si les ressources le permettent.
47. Pour cette activité, les partenaires seront l'UNICEF, la NaNA, le Ministère de la santé et des affaires sociales, le Secrétariat national de lutte contre le sida, voire le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. Le PAM mettra en œuvre des activités de prévention avec des organisations non gouvernementales et avec des agents sanitaires et des groupes de soutien actifs au niveau des villages. Un programme nutritionnel intégré à assise communautaire fournira un appui nutritionnel: il comprendra des activités de suivi et de dépistage menées de manière inclusive et équitable, et offrira aux bénéficiaires la possibilité d'acquérir de l'autonomie. Les capacités des partenaires seront renforcées en fonction de leurs rôles et de leurs responsabilités respectifs – les principaux domaines concernés seront les chaînes d'approvisionnement; la prise en compte de la problématique hommes-femmes, l'accent étant mis également sur le rôle joué par les hommes, les membres des communautés et les membres de la famille élargie en matière de garde d'enfants et de nutrition; le dépistage annuel; la communication visant à faire évoluer la société et les comportements; le suivi à l'échelle locale et au niveau des pouvoirs publics.

***Effet direct stratégique 4: Les moyens d'existence et la résilience des petits exploitants et des communautés en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées s'améliorent et leur permettent de mieux subvenir à leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition toute l'année***

48. S'appuyant sur les enseignements tirés du programme inspiré de l'ODM 1c, le PAM continuera d'acheter des produits localement dans le cadre du programme de repas scolaires, créant ainsi un marché fiable pour les petits exploitants et renforçant leurs capacités de surmonter les contraintes du marché et d'adopter une approche susceptible de faire évoluer les relations hommes-femmes.

49. Les activités 3A mises en œuvre en collaboration avec l'OIM et le CCI offriront aux ménages vulnérables dirigés par une femme et aux migrants potentiels la possibilité d'obtenir des revenus prévisibles pendant les saisons de soudure. Les actifs créés permettront de remédier aux carences des infrastructures agricoles dont pâtissent les petits exploitants, de renforcer leur résilience face aux risques naturels et aux chocs, et de garantir des conditions équitables pour les femmes et les hommes en termes d'accès aux actifs, mais aussi de propriété et de contrôle de ces actifs.

### **Domaines d'action privilégiés**

50. Cet effet direct stratégique est centré sur le renforcement de la résilience.

### **Produits escomptés**

51. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les petits exploitants peuvent accéder aux chaînes de valeur et aux marchés, ce qui leur offre davantage de possibilités de toucher un revenu et améliore leur sécurité alimentaire.
  - Les moyens d'existence et la résilience des membres des communautés s'améliorent grâce à la création et à la remise en état d'actifs productifs dans le but d'accroître la productivité et l'accès aux marchés.
  - Les petits exploitants bénéficient du système d'achat fiable à grande échelle mis en place par le PAM et le Gouvernement pour encourager la croissance de la production.
  - Les bénéficiaires ciblés reçoivent une alimentation suffisante ou des transferts de type monétaire qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

### **Activités essentielles**

*Activité 4: Fournir un appui en matière de chaîne d'approvisionnement et de débouchés (notamment pour les repas scolaires utilisant la production locale) pour que la productivité des agriculteurs et leur accès aux marchés s'améliorent, avec en complément la création d'actifs communautaires au moyen d'activités 3A*

52. Cette activité apportera un appui aux petits exploitants, sous diverses formes: achats directs de produits alimentaires destinés au programme de repas scolaires, notamment auprès des agricultrices ou des associations comprenant une forte proportion de femmes; formation, l'objectif étant d'aider 1 500 petits exploitants, dont on s'attend à ce que 50 pour cent soient des femmes, à s'élever dans l'échelle des valeurs en produisant, en entreposant et en vendant des aliments aux prix du marché à des acheteurs fiables, comme le PAM; mise en relation des producteurs alimentaires locaux et des petits exploitants en vue d'accroître les ventes de ces derniers; possibilités offertes d'obtenir des revenus prévisibles grâce à l'exécution d'activités 3A pendant la saison de soudure, au moyen desquelles 5 000 bénéficiaires, dont 50 pour cent seront des femmes, créeront ou remettront en état des actifs communautaires ou individuels.
53. Un certain nombre de petits exploitants seront sélectionnés par l'intermédiaire des associations paysannes soutenues par le Gouvernement et les partenaires – la préférence ira à celles qui comptent de nombreuses femmes parmi leurs membres. Les zones cibles des activités 3A seront déterminées sur la base du système de planification locale du Gouvernement – des membres des communautés recensent les actifs nécessaires, tels que les installations d'entreposage, pour réduire les pertes après récolte, ou les routes dont l'état doit être amélioré.

54. Les critères de ciblage des ménages pour les activités 3A tiendront compte des données relatives aux revenus et à la vulnérabilité. La priorité sera donnée aux ménages les plus susceptibles d'adopter des stratégies de survie préjudiciables pendant les saisons de soudure; susceptibles d'émigrer illégalement; dirigés par une femme et exposés à l'insécurité alimentaire; qui présentent un taux de dépendance élevé; qui comptent des personnes vivant avec le VIH ou des personnes handicapées.
55. Les partenaires seront le Ministère de l'agriculture, pour tous les aspects de la planification, de la mise en œuvre et des chaînes d'approvisionnement (voir la section 4.3); la FAO, qui veillera à ce que, dans la mesure du possible, les agriculteurs auxquels elle vient en aide reçoivent également un appui pour augmenter leur production; le Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi, pour la mise en œuvre des activités 3A; la Direction des affaires sociales; les collectivités locales; le Bureau de la condition féminine; le Bureau de la normalisation; l'Autorité de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments; l'OIM; et le CCI.

***Effet direct stratégique 5: Les institutions nationales et infranationales disposent de capacités renforcées pour atteindre les cibles fixées en matière d'élimination de la faim***

56. Conformément à l'engagement pris par le PAM d'appuyer le Gouvernement pour que les cibles associées à l'ODD 2 soient atteintes d'ici à 2030, les activités menées au titre de cet effet direct stratégique viseront le renforcement des capacités dans divers domaines intéressant le PSP, à commencer par l'appui à l'harmonisation et à l'alignement des politiques, en application de la recommandation issue de l'examen stratégique Faim zéro.
57. Le PAM, la Banque mondiale et le PNUD collaboreront pour appuyer le Gouvernement s'agissant de l'entrée en vigueur concrète de la politique nationale de protection sociale; ils contribueront, entre autres, à l'harmonisation du programme de repas scolaires et de certaines activités axées sur la nutrition avec la politique nationale, et à la mobilisation des moyens voulus pour la transition vers une prise en main par le pays.

***Domaines d'action privilégiés***

58. Cet effet direct stratégique est centré sur les causes profondes.

***Produits escomptés***

59. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
  - Les personnes en situation d'insécurité alimentaire tirent parti de l'amélioration des capacités du Gouvernement de faire converger les politiques définies dans le plan national de développement dans le but de subvenir à leurs besoins essentiels en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
  - Les personnes en situation d'insécurité alimentaire tirent parti de l'amélioration des capacités du Gouvernement d'étendre la couverture des filets de sécurité pour subvenir à leurs besoins essentiels en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
  - Les personnes en situation d'insécurité alimentaire tirent parti de l'amélioration des capacités des autorités et des communautés locales de mettre en œuvre des programmes de nutrition.

**Activités essentielles**

*Activité 5: Apporter un appui technique au Gouvernement pour ce qui est d'assurer la cohérence entre les instruments de politique générale pertinents qui intéressent le plan national de développement; de l'exécution de la politique nationale de protection sociale, l'accent étant mis sur une prise en charge progressive par le Gouvernement du programme de repas scolaires utilisant la production locale; de la gestion nationale des programmes de nutrition; des systèmes de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de choc*

60. Le renforcement des capacités du Gouvernement lui permettra d'assurer la planification et le suivi à l'échelle nationale des travaux visant à atteindre les cibles associées à l'ODD 2 de manière coordonnée et adaptée à la problématique hommes-femmes. Le PAM et ses partenaires apporteront un appui au Gouvernement pour l'élaboration du programme de protection sociale; dans ce cadre, il conviendra d'établir un secrétariat pour la protection sociale, de créer un registre unique des bénéficiaires et d'harmoniser les programmes de nutrition et le programme de repas scolaires avec la politique nationale de protection sociale. Dans les zones où les institutions ont déjà mis en place des programmes comme celui des repas scolaires, le Ministère de l'enseignement élémentaire et secondaire bénéficiera d'un appui aux titres de l'harmonisation avec les plans nationaux, de la mise en jeu des responsabilités institutionnelles et du développement des capacités nationales en matière de prise en charge et de gestion des activités. On continuera de fournir un appui technique aux titres des chaînes d'approvisionnement, de la sécurité sanitaire des aliments, de la gestion de l'information ainsi que du suivi et de l'évaluation. S'agissant des repas scolaires utilisant la production locale, un appui sera apporté au Ministère de l'enseignement élémentaire et secondaire et au Ministère de l'agriculture, afin d'accroître le volume des achats effectués auprès des petits exploitants locaux et de renforcer la capacité de la chaîne d'approvisionnement, de façon équitable et de manière à favoriser l'émancipation économique des femmes. Les organismes chargés de la nutrition, comme le Ministère de la santé et des affaires sociales et la NaNA, bénéficieront d'un appui similaire en vue de l'institutionnalisation des activités nutritionnelles dans les plans de travail nationaux.
61. En s'appuyant sur les recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro et de consultations menées avec les parties prenantes, ainsi que sur l'expérience qu'il a acquise en travaillant au côté du Gouvernement dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe, le PAM, qui participe actuellement à la planification des interventions d'urgence locales, s'emploiera plutôt à autonomiser progressivement les organismes nationaux au moyen de la définition d'une approche commune de la réduction des risques de catastrophe et de la mise en place d'un système d'alerte rapide. Cette approche pourra s'articuler sur une évaluation des capacités concernant les infrastructures nationales de logistique; l'entretien et la remise en état des installations d'entreposage; la planification de la logistique humanitaire et des réseaux de chaînes d'approvisionnement; des modalités améliorées d'achat et de passation de marchés s'agissant des articles alimentaires et non alimentaires et des services de transport; le prépositionnement des produits alimentaires d'urgence et le suivi de l'utilisation qui en est faite. Grâce à ces diverses initiatives, le Gouvernement sera en mesure de renforcer sa capacité de coordination des interventions en cas de crise.
62. Dans le cadre de cette activité, le PAM travaillera directement avec le Ministère de l'enseignement élémentaire et secondaire, le Ministère de la santé et des affaires sociales, la NaNA, la Mutuelle panafricaine de gestion des risques et l'Agence nationale de gestion des catastrophes. Il cherchera à forger des partenariats avec le PNUD, la FAO, l'UNICEF, la Banque mondiale et d'autres partenaires de développement pour appuyer l'action menée par le Gouvernement à la poursuite d'objectifs communs.

### **3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait**

63. Le PAM vise à contribuer à l'élaboration d'un programme de protection sociale inclusif qui tienne compte de la nutrition et favorise l'évolution des relations hommes-femmes d'ici à 2021, l'objectif final étant de promouvoir la prise en charge du programme de repas scolaires par le pays et de mettre en place des activités nutritionnelles qui s'inscriront dans un ensemble minimum de services nutritionnels dispensés à l'échelle nationale. Dans les cycles suivants du PSP, le PAM espère transférer la responsabilité du programme de repas scolaires au Gouvernement; dans cette optique, il lui apportera son appui pour instaurer les conditions voulues pour qu'il soit en mesure d'accroître l'enveloppe budgétaire allouée à la nutrition, aux systèmes d'alerte rapide et à l'agriculture durable. Les personnes les plus vulnérables pourront ainsi bénéficier d'un système national adapté à leurs besoins à tous les stades de leur vie (petite enfance, jeunesse, âge de la procréation et âge adulte). La mise en place de ce système national et les résultats qui auront été obtenus à l'issue de l'exécution des prochains plans de développement national et PNUAD favoriseront la réalisation par le Gouvernement des cibles associées aux ODD d'ici à 2030.
64. Le programme de repas scolaires sera mis en place par étapes durant la période d'exécution du présent PSP; le Gouvernement pourra ainsi renforcer ses capacités opérationnelles et prendre en charge progressivement les bénéficiaires qui le sont actuellement par le PAM. En 2019, le Gouvernement s'appropriera pleinement le programme de repas scolaires dans deux régions sur six. En 2021, la gestion du programme dans une troisième région lui sera transférée. Le PAM et le Gouvernement mettront en œuvre le programme de repas scolaires dans les six régions, et le PAM continuera d'apporter un appui technique au Gouvernement dans toutes les régions.

## **4. Modalités d'exécution**

### **4.1 Analyse des bénéficiaires**

65. Le présent PSP viendra en aide à 183 000 bénéficiaires par an. La communication visant à faire évoluer la société et les comportements ainsi que la formation axée sur la problématique hommes-femmes complèteront les activités 1, 2, 3 et 5. Des analyses participatives de la problématique hommes-femmes éclaireront le ciblage de telle sorte que les femmes, les hommes, les filles et les garçons bénéficient équitablement des activités menées et que les besoins spécifiques des personnes âgées et des personnes handicapées soient pris en compte. Le système de gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) du PAM sera transposé à plus grande échelle et utilisé dans toutes les activités.

<b>TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>						
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Filles</b>	<b>Garçons</b>	<b>Total</b>
1	Fournir une assistance alimentaire et dispenser une formation en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à l'intention des populations touchées par une crise, et renforcer les capacités des partenaires nationaux d'intervenir en cas de crise	2 550	2 450	2 550	2 450	<b>10 000<sup>40</sup></b>
2	Dans le préscolaire et le primaire, servir des repas aux enfants exposés à l'insécurité alimentaire pendant l'année scolaire, et améliorer la capacité des autorités locales de gérer le programme de repas scolaires en tant que filet de sécurité de portée nationale	1 237	1 188	61 287	56 928	<b>120 640<sup>41</sup></b>
3	Mettre en œuvre des programmes de nutrition complets, notamment en fournissant des aliments nutritifs, à l'intention des enfants de moins de 5 ans ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes pour prévenir ou traiter la malnutrition aiguë et chronique, tout en apportant un appui au Gouvernement pour la gestion de ces programmes	5 940	0	26 608	22 665	<b>55 214<sup>42</sup></b>
4	Fournir un appui en matière de chaîne d'approvisionnement et de débouchés (notamment pour les repas scolaires utilisant la production locale) pour que la productivité des agriculteurs et leur accès aux marchés s'améliorent, avec en complément la création d'actifs communautaires au moyen d'activités 3A	3 000	2 000	0	0	<b>5 000<sup>43</sup></b>
<b>Total</b>		<b>12 727</b>	<b>5 638</b>	<b>86 198</b>	<b>78 327</b>	<b>182 890<sup>44</sup></b>

<sup>40</sup> Nombre annuel de bénéficiaires, y compris ceux qui reçoivent des messages visant à faire évoluer la société et les comportements.

<sup>41</sup> Le total annuel pour 2019 et 2020 sera de 116 756; il sera de 112 600 en 2021, car la responsabilité d'une autre région aura été transférée au gouvernement.

<sup>42</sup> Ventilation: enfants âgés de 6 à 23 mois: 41 310; enfants âgés de 24 à 59 mois: 7 964; femmes enceintes et allaitantes: 5 940. Chaque année, 55 213 nouveaux bénéficiaires seront ciblés: par conséquent, avant que l'exécution du présent PSP ne s'achève, 165 642 personnes auront reçu une aide.

## 4.2 Transferts

### Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

<b>TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>						
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>			<b>4</b>
<b>Activité</b>	Fournir une assistance alimentaire et dispenser une formation en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à l'intention des populations touchées par une crise, et renforcer les capacités des partenaires nationaux d'intervenir en cas de crise	Dans le préscolaire et le primaire, servir des repas aux enfants exposés à l'insécurité alimentaire pendant l'année scolaire, et améliorer la capacité des autorités locales de gérer le programme de repas scolaires en tant que filet de sécurité de portée nationale	Mettre en œuvre des programmes de nutrition complets, notamment en fournissant des aliments nutritifs, à l'intention des enfants de moins de 5 ans ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes pour prévenir ou traiter la malnutrition aiguë et chronique, tout en apportant un appui au Gouvernement pour la gestion de ces programmes			Fournir un appui en matière de chaîne d'approvisionnement et de débouchés (notamment pour les repas scolaires utilisant la production locale) pour que la productivité des agriculteurs et leur accès aux marchés s'améliorent, avec en complément la création d'actifs communautaires au moyen d'activités 3A
<b>Type de bénéficiaire</b>	<b>Intervention d'urgence</b>	<b>Repas scolaires</b>	<b>Nutrition</b>			<b>Activités 3A</b>
			<b>Enfants de 6 à 23 mois (supplém. alim. généralisée)</b>	<b>Enfants de 6 à 59 mois (suppl. aliment. ciblée)</b>	<b>Femmes enceintes et allaitantes (suppl. aliment. généralisée)</b>	
<b>Modalité</b>	<b>Transferts de type monétaire</b>	<b>Produits alimentaires et transferts de type monétaire</b>	<b>Produits alimentaires</b>			<b>Transferts de type monétaire</b>
Céréales		60				
Légumes secs		12				
Huile		7,2			25	
Sel		3				
SuperCereal (mélange maïs-soja++)			200	200		
SuperCereal + sucre (mélange maïs-soja+)					200	

<sup>43</sup> Cinq mille bénéficiaires ciblés pour les activités 3A seront aidés en 2020 et 2021. La formation qui sera dispensée à 1 500 petits exploitants n'est pas prise en compte ici. Les activités 3A débiteront en 2020, car le bureau de pays a besoin de temps pour les préparer et s'accorder avec les partenaires.

<sup>44</sup> Bénéfices croisés: effet direct stratégique 1 + effet direct stratégique 2 + effet direct stratégique 3 – seuls les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes seront concernés – + effet direct stratégique 4. Le nombre total de bénéficiaires du présent PSP devrait être de 238 928.

<b>TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>						
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>			<b>4</b>
<b>Activité</b>	Fournir une assistance alimentaire et dispenser une formation en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à l'intention des populations touchées par une crise, et renforcer les capacités des partenaires nationaux d'intervenir en cas de crise	Dans le préscolaire et le primaire, servir des repas aux enfants exposés à l'insécurité alimentaire pendant l'année scolaire, et améliorer la capacité des autorités locales de gérer le programme de repas scolaires en tant que filet de sécurité de portée nationale	Mettre en œuvre des programmes de nutrition complets, notamment en fournissant des aliments nutritifs, à l'intention des enfants de moins de 5 ans ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes pour prévenir ou traiter la malnutrition aiguë et chronique, tout en apportant un appui au Gouvernement pour la gestion de ces programmes			Fournir un appui en matière de chaîne d'approvisionnement et de débouchés (notamment pour les repas scolaires utilisant la production locale) pour que la productivité des agriculteurs et leur accès aux marchés s'améliorent, avec en complément la création d'actifs communautaires au moyen d'activités 3A
<b>Type de bénéficiaire</b>	<b>Intervention d'urgence</b>	<b>Repas scolaires</b>	<b>Nutrition</b>			<b>Activités 3A</b>
			<b>Enfants de 6 à 23 mois (supplém. alim. généralisée)</b>	<b>Enfants de 6 à 59 mois (suppl. aliment. ciblée)</b>	<b>Femmes enceintes et allaitantes (suppl. aliment. généralisée)</b>	
<b>Modalité</b>	<b>Transferts de type monétaire</b>	<b>Produits alimentaires et transferts de type monétaire</b>	<b>Produits alimentaires</b>			<b>Transferts de type monétaire</b>
Kcal/jour	1 770	1 216 <sup>45</sup>	787	787	984	1 770
% Kcal d'origine protéique	84	21,5	14,5	14,5	14,5	84
Espèces (dollars/personne/jour)	2	0,12				2
Nombre de jours d'alimentation par an	120	196	180	360	360	128

<sup>45</sup> Les enfants inscrits dans le préscolaire sont également couverts au titre de l'effet direct stratégique 3 (période des 1 000 premiers jours de la vie), notamment dans les régions présentant des taux élevés de malnutrition aiguë globale; l'assistance fournie au titre de l'effet direct stratégique 3 comprendra un repas supplémentaire.

<b>TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR</b>		
<b>Produits alimentaires/transferts de type monétaire</b>	<b>Total (en tonnes)</b>	<b>Total (en dollars)</b>
Riz	3 582 61	1 719 651
Haricots	429 421	317 772
Huile	271 018	332 810
Sel	201 826	32 292
Aliments composés comme le mélange maïs-soja ainsi que SuperCereal avec sucre et SuperCereal Plus	4 233 816	4 140 228
<b>Total (produits alimentaires)</b>	<b>8 718 687</b>	<b>6 542 752</b>
Transferts de type monétaire		9 248 095
<b>Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)</b>		<b>15 790 847</b>

66. La valeur des rations et des transferts a été calculée sur la base d'un assortiment type de denrées produites localement et de leurs prix moyens pendant la saison de soudure. Le suivi mensuel des prix permettra de déterminer les changements qu'il convient d'apporter en termes de valeur des transferts. Le bureau de pays effectuera une analyse du coût de la faim en 2018 et, s'il en a les moyens, une analyse du coût du régime alimentaire.
67. La teneur de la ration en kilocalories<sup>46</sup> varie en fonction de l'activité et des objectifs (voir tableau 2). L'assortiment alimentaire tient compte des préférences locales et des aliments locaux nutritifs disponibles, tels que les légumes à feuilles vert foncé, le poisson, les céréales, le niébé (haricot à œil noir gambien) et le sel iodé.

#### **Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud**

68. Le PAM prévoit de renforcer les capacités du Ministère de l'enseignement élémentaire et secondaire de telle sorte qu'il soit en mesure de gérer la moitié des régions couvertes par le programme de repas scolaires; il entend aussi poser des jalons pour le transfert progressif aux instances gouvernementales de la responsabilité des activités de préparation aux catastrophes, d'intervention en cas de crise et de nutrition lors des prochains cycles du PSP.
69. Les activités de renforcement des capacités se concentreront également sur les régions et les villages. Par exemple, le PAM apportera son appui pour l'achat et la gestion de produits aux comités de gestion des écoles bénéficiant d'une aide sous la forme de transferts de type monétaire pour leur programme de repas scolaires; il appuiera aussi le personnel régional du Ministère de l'enseignement élémentaire et secondaire pour le suivi et le contrôle. Dans le cadre de l'activité 3, le personnel sanitaire du Ministère de la santé et des affaires sociales à l'échelle des régions et des communautés recevra une formation au dépistage, à la prévention et au traitement de la malnutrition aiguë modérée.
70. Un appui sera également apporté aux parties prenantes qui ne participent pas à la mise en œuvre du programme. Il s'agira des organismes gouvernementaux chargés de la protection sociale et de l'agriculture, du Bureau de la condition féminine, des membres de l'assemblée nationale ou d'agents des collectivités locales.

<sup>46</sup> NutVal (tableur conçu pour déterminer la teneur nutritionnelle de l'assistance alimentaire à fournir et en assurer le suivi) est utilisé pour composer les rations et l'assortiment en nutriments de manière à ce que les rations couvrent 80 pour cent des besoins quotidiens.

71. La Gambie continuera d'avoir recours aux transferts de type monétaire dans le cadre de son programme de repas scolaires, conformément au modèle kényan; dans cette perspective, il sera nécessaire de développer les échanges Sud-Sud de savoir-faire technique et de connaissances. Les modalités du programme de repas scolaires pourront être améliorées à la lumière des recommandations issues de l'évaluation décentralisée de 2018 et des enseignements tirés du modèle utilisé par le Sénégal et l'Union africaine, qui s'inspire de la stratégie pour l'éducation à l'échelle de l'Afrique (2016-2025). La Gambie continuera de faire connaître et de découvrir les meilleures pratiques appliquées dans ce domaine dans le cadre des réseaux de repas scolaires régionaux et panafricains, des ateliers régionaux réguliers du PAM sur les repas scolaires utilisant la production locale, des ateliers sur les repas scolaires tenus par l'Union africaine et le PAM à l'échelle du continent et du Forum mondial de la nutrition de l'enfant; le centre d'excellence du PAM établi au Brésil sera mis à contribution et apportera son concours au Gouvernement en matière de sensibilisation et de renforcement des capacités. La gestion des connaissances et la collecte de données relatives aux innovations appliquées aux programmes de repas scolaires fondés sur les transferts de type monétaire seront renforcées pour encourager d'autres pays à se doter de telles modalités.

### **4.3 Chaîne d'approvisionnement**

72. En 2017, le PAM a acheté 15 pour cent des produits alimentaires nécessaires en Gambie sur les marchés locaux, injectant ainsi 500 000 dollars dans l'économie rurale. Il continuera de s'approvisionner localement auprès de petits exploitants et d'associations paysannes durant la période d'exécution du présent PSP, en donnant la priorité aux petites agricultrices. Une évaluation réalisée en 2018 et portant sur les lacunes des chaînes d'approvisionnement a permis de recenser plusieurs goulets d'étranglement dans les procédures d'achat local, et fait apparaître une absence d'inspections alimentaires et de systèmes de suivi et de surveillance des denrées, ainsi que des défaillances en matière de planification de la chaîne d'approvisionnement et de coordination externe et interne.
73. Au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM se tiendra prêt à fournir des services liés à la chaîne d'approvisionnement pour fournir une assistance alimentaire directe ou adresser des transferts de type monétaire aux populations touchées et, en cas de crise, contribuera à renforcer les capacités nationales relatives à la chaîne d'approvisionnement.
74. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM poursuivra les livraisons directes de vivres et établira des liens avec les petits exploitants à la faveur d'achats locaux et de formations (voir également l'effet direct stratégique 4). Les membres des comités gouvernementaux, scolaires et locaux verront leurs capacités renforcées pour ce qui est de l'assistance en nature – fourniture de documents techniques sur les achats alimentaires, installations centrales d'entreposage, gestion, conditionnement et manutention des stocks, suivi des produits alimentaires, planification et gestion du transport – et pour ce qui est des transferts de type monétaire – analyse des options d'achat, évaluations du commerce de détail et de la logistique, passation de marchés et suivi de la chaîne d'approvisionnement.
75. Au titre de l'effet direct stratégique 4, le PAM coopérera avec ses partenaires<sup>47</sup> au renforcement des capacités des petits exploitants et des organisations paysannes liées à la chaîne d'approvisionnement; à ce titre, une assistance technique ou matérielle sera fournie pour améliorer la gestion de l'entreposage dans les exploitations et à plus grande échelle; la planification et la passation de marchés; la qualité et la sécurité sanitaire des aliments tout au long de la chaîne d'approvisionnement; l'accès aux marchés – mise en commun d'informations sur les marchés et amélioration des services d'acheminement vers le PAM et

---

<sup>47</sup> Le Ministère de l'agriculture, la FAO, le CCI, le Bureau gambien de normalisation, l'Autorité de la sécurité et de la qualité des aliments, et la NaNA.

d'autres acheteurs. L'objectif consiste à augmenter la productivité agricole, réduire les pertes après récolte et rationaliser la gestion pratiquée par les organisations paysannes.

76. L'effet direct stratégique 5 sera également centré sur les chaînes d'approvisionnement. Une assistance technique et matérielle sera fournie dans le cadre de partenariats avec des institutions nationales et au moyen d'une coopération Sud-Sud en vue de renforcer les capacités, la gestion des connaissances ainsi que les pratiques et mesures intéressant la chaîne d'approvisionnement au titre du programme de repas scolaires (avec le Ministère de l'enseignement élémentaire et secondaire) et au titre des activités de nutrition, de l'alerte rapide, de la réduction des risques de catastrophe et de la préparation aux situations d'urgence (avec l'Agence nationale de gestion des catastrophes).

#### **4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel**

77. Pour se préparer aux changements envisagés dans le présent PSP, le bureau de pays:
- veillera à ce que ses employés, régulièrement informés, soient suffisamment sensibilisés et motivés;
  - examinera sa structure organisationnelle pour s'assurer qu'elle est adaptée aux buts du PSP et que les postes indispensables à la mise en œuvre des activités du PSP et à la réalisation des effets directs stratégiques sont pourvus. Les effectifs resteront relativement stables, mais les modifications des rapports hiérarchiques feront que le contrôle sera exercé à un plus haut niveau dans le bureau de pays, et qu'il sera donc plus efficace. Dans la mesure du possible, le bureau de pays remédiera aux défaillances liées aux modalités des contrats des employés, et du personnel supplémentaire sera délégué auprès du Ministère de l'enseignement élémentaire et secondaire;
  - s'assurera que les compétences requises sont disponibles et que des formations adaptées auront permis à l'ensemble du personnel de maîtriser les nouveaux systèmes, outils, processus et résultats attendus qui sont requis pour que le PSP soit effectivement mis en œuvre; qu'une stratégie de recrutement de personnel qualifié est en place et prend en compte la problématique hommes-femmes;
  - continuera d'œuvrer pour la parité des sexes, sachant que 37 pour cent des membres du personnel du bureau sont des femmes;
  - continuera de former son personnel en vue d'instaurer une solide culture institutionnelle de la performance; à cette fin, il organisera des activités pédagogiques et un accompagnement, et définira clairement les rôles et les responsabilités assignés à chacun. Une stratégie élaborée à l'intention des jeunes employés insistera sur l'autonomisation et le développement des capacités en vue de fidéliser le personnel.

#### **4.5 Partenariats**

78. Conformément à la stratégie institutionnelle en matière de partenariat, le PAM s'emploiera, avec les partenaires partageant le même objectif, à atteindre d'ici à 2030 les cibles nationales déterminées au titre du défi Faim zéro, notamment: les administrations centrale et locales, des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, et des associations communautaires et villageoises.
79. Le PAM poursuivra sa collaboration avec les donateurs traditionnels, tels que l'Union européenne et le Japon, et collaborera avec de nouveaux partenaires, tels que le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne, la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et le Ministère britannique du développement international.

80. Des mémorandums d'accord seront signés avec les interlocuteurs gouvernementaux et la répartition des tâches figurera dans les plans nationaux annuels. Dans le cas des autres partenaires, des accords de partenariat sur le terrain guideront la mise en œuvre des activités pour que les partenaires adhèrent aux règles édictées en matière d'égalité des sexes, de protection et de responsabilité. La constitution de partenariats avec le secteur privé sera envisagée dans l'optique des transferts de type monétaire (effets directs stratégiques 2 et 4).
81. Les partenaires gouvernementaux comprendront le Ministère de l'enseignement élémentaire et secondaire, le Ministère de la santé et des affaires sociales, le Ministère de l'agriculture, le Secrétariat pour la protection sociale et l'Agence nationale de gestion des catastrophes. Au titre de l'effet direct stratégique 4, des partenariats seront noués avec la FAO et le FIDA avec pour objectif de veiller à ce que les diverses formes d'appui apporté aux petits exploitants et aux chaînes de valeur alimentaires soient complémentaires. D'autres partenariats seront mis en place avec l'UNICEF, le PNUD et, éventuellement, l'OIM et le CCI.

## **5. Gestion de la performance et évaluation**

### **5.2 Modalités de suivi et d'évaluation**

82. Le PAM apportera son appui au Gouvernement aux fins du renforcement de ses structures de suivi et d'établissement de rapports. Il s'attachera à favoriser une prise en compte accrue de la problématique hommes-femmes et renforcera les capacités du personnel en matière de suivi et de communication des progrès accomplis vers la réalisation des cibles associées aux ODD.
83. Les données de référence et valeurs cibles associées aux indicateurs d'effet direct et aux indicateurs transversaux seront fixées au moins trois mois avant la date de lancement de chaque activité, et ventilées par sexe et par âge. Les données relatives aux produits, comme les données sur les bénéficiaires ventilées par sexe et par âge et les données sur les bénéficiaires qui reçoivent une assistance alimentaire en nature ou des transferts de type monétaire, seront extraites des rapports des partenaires sur les distributions. Chaque semestre, les indicateurs d'effet direct et les indicateurs transversaux feront l'objet d'un suivi post-distribution. Les données de référence pour les indicateurs nutritionnels seront recueillies dans le cadre de l'enquête SMART, en collaboration avec l'UNICEF, la NaNA et le Ministère de la santé et des affaires sociales.
84. L'outil de suivi et d'évaluation du bureau de pays du PAM et d'autres logiciels de suivi en ligne permettront de recueillir, d'analyser et de stocker les données de manière efficace.
85. Conformément à la stratégie du PAM en matière de responsabilité à l'égard des populations touchées, on mettra en place une permanence téléphonique (appel gratuit) faisant une place aux femmes pour le dépôt de réclamations et la remontée d'information, ce qui facilitera le perfectionnement des procédures appliquées par le PAM. Les partenaires d'exécution et les bénéficiaires seront formés à l'utilisation de ce mécanisme, et on insistera sur la nécessité de signaler tout acte de harcèlement sexuel et toute conduite répréhensible.
86. Le Bureau de l'évaluation réalisera une évaluation du portefeuille d'activités du PSP en 2020, qui servira de base pour le cycle suivant du PSP. Le PAM prévoit d'effectuer une évaluation décentralisée conjointe avec le Ministère de l'enseignement élémentaire et secondaire en 2020<sup>48</sup> qui couvrira le programme de repas scolaires, l'accent étant mis sur l'appui au développement des capacités, ce qui facilitera l'évaluation de la préparation de stratégies de transition pour le prochain PSP.

---

<sup>48</sup> Une deuxième évaluation est prévue pour 2020, qui sera axée sur les lacunes en matière de capacités, et dont les résultats seront pris en compte aux fins du transfert de responsabilités qui suivra.

87. Le plan de suivi, d'examen et d'évaluation guidera le suivi et l'évaluation, pour lesquels des ressources suffisantes ont été inscrites au budget.

## 5.2 Gestion des risques

### *Risques contextuels*

88. Parmi les risques liés à la conjoncture locale, on peut citer les tensions politiques entre groupes ethniques héritées du régime précédemment en place et portant sur des enjeux liés aux droits civils et à la gouvernance, susceptibles de se répercuter sur la capacité du PAM d'apporter une assistance alimentaire aux populations vulnérables, notamment lors de la tenue des prochaines élections nationales. La réorientation des priorités gouvernementales pourrait compromettre la transition vers la prise en charge par le pays et l'amélioration des capacités du Gouvernement dans plusieurs domaines. Le PAM ne peut maîtriser ces risques, mais une analyse régulière de la sécurité et une bonne communication avec les homologues gouvernementaux permettront de limiter au minimum leurs effets sur les interventions. Quant au risque associé à l'hyperinflation sur les marchés locaux, il sera réduit grâce à un suivi permanent des prix et des marchés.

### *Risques programmatiques*

89. Parmi les risques liés aux programmes, les capacités limitées des partenaires coopérants dans certains domaines pourrait compromettre la qualité des programmes et retarder leur exécution. Le PAM travaillera avec le Gouvernement et des organismes des Nations Unies pour recenser les lacunes et renforcer les capacités des homologues gouvernementaux et des partenaires, selon que de besoin.
90. Les inégalités structurelles entre les sexes et la discrimination susceptibles d'entraver la réalisation des effets directs stratégiques feront l'objet d'une analyse de la problématique hommes-femmes en 2019. Une évaluation régulière des marchés, des gains d'efficacité et l'utilisation de modalités de fonctionnement appropriées permettront de remédier aux risques opérationnels associés aux transferts de type monétaire.

## 6. Des ressources axées sur les résultats

### 6.1 Budget de portefeuille de pays

<b>TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)</b>				
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Année 1</b>	<b>Année 2</b>	<b>Année 3</b>	<b>Total</b>
1	2 900 213	0	0	<b>2 900 213</b>
2	3 588 479	4 083 139	3 681 533	<b>11 353 150</b>
3	2 807 104	2 624 198	2 599 145	<b>8 030 448</b>
4	253 475	985 416	939 850	<b>2 178 740</b>
5	542 631	331 277	314 122	<b>1 188 030</b>
<b>Total</b>	<b>10 091 901</b>	<b>8 024 030</b>	<b>7 534 650</b>	<b>25 650 581</b>

91. Les ressources budgétaires allouées aux effets directs stratégiques sont fonction des orientations définies pour le présent PSP, la principale priorité étant la poursuite de l'exécution du programme de repas scolaires. La mise en œuvre directe d'activités nutritionnelles dans les zones ciblées où on enregistre des taux de malnutrition élevés constitue la deuxième composante budgétaire la plus importante, avec un filet de sécurité ciblant la période propice dite des 1 000 jours. L'effet direct stratégique 5 viendra, en complément des activités de mise en œuvre directe, donner au Gouvernement les moyens

d'intégrer progressivement celles-ci dans les filets nationaux de protection sociale. Des ressources ont été allouées à la promotion de l'égalité des sexes.

92. Le budget annuel moyen du PSP est légèrement supérieur à celui du PSP provisoire de transition établi pour la Gambie en 2018. Cette augmentation s'explique principalement par l'inclusion de nouvelles mesures d'intervention en cas de crise, au titre de l'effet direct stratégique 1, qui ne figurent pas dans le PSP provisoire de transition.

## **6.2 Perspectives de financement**

93. Le budget du PSP a été établi sur la base des analyses de financement, des centres d'intérêt des donateurs et des possibilités offertes de mobiliser les ressources nécessaires. Entre 2011 et 2017, le bureau de pays a reçu 35 millions de dollars, soit en moyenne 60 pour cent de ses besoins de financement. Une contribution importante de l'Union européenne a entraîné la nette augmentation enregistrée ces deux dernières années et la contribution de l'Union européenne au PSP devrait demeurer la plus élevée. Le PAM continuera de mobiliser des ressources supplémentaires auprès des donateurs, habituels ou non. Le budget prévoit une diminution progressive des coûts en 2021, année à partir de laquelle une plus grande part de la responsabilité du programme de repas scolaires incombera directement aux autorités nationales. En cas de déficit de financement, l'assistance fournie par le PAM et le Gouvernement ira en priorité aux groupes les plus vulnérables.
94. On s'entretiendra avec la direction générale Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes et avec d'autres partenaires pour mobiliser des fonds au titre des mesures immédiates à prendre lorsqu'est survenue une situation d'urgence (effet direct stratégique 1).

## **6.3 Stratégie de mobilisation des ressources**

95. Le PAM a bon espoir de parvenir à mobiliser les ressources nécessaires au titre des cinq effets directs stratégiques et il a déjà trouvé des sources de financement pour les activités prévues la première année et une partie de la deuxième année de mise en œuvre du présent PSP. Les ressources financières proviendront principalement:
- de contributions du Gouvernement;
  - de contributions de donateurs traditionnels tels que le Canada et le Japon, versées sur une base continue;
  - d'initiatives de mobilisation de ressources menées conjointement auprès du Gouvernement et de donateurs potentiels;
  - d'institutions financières internationales telles que la Banque africaine de développement et la Banque mondiale;
  - d'initiatives de mobilisation de ressources menées conjointement auprès des autres organismes ayant leur siège à Rome, au titre des systèmes alimentaires, et auprès de l'UNICEF, au titre de la nutrition.

## ANNEXE I

## CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LA GAMBIE (2019-2021)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation**

**Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture**

**Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par des crises, y compris les chocs saisonniers, dans les régions ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant les crises et au lendemain des crises**

Catégorie d'effet direct correspondante: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: Intervention face à une crise

#### Hypothèses

Les donateurs et le Gouvernement fournissent le soutien et le financement

Les partenaires ont des capacités et des ressources suffisantes pour mettre en œuvre les activités, comme prévu

Les mécanismes publics de coordination des activités en matière d'assistance alimentaire, de nutrition et d'éducation fonctionnent

Les marchés fonctionnent correctement dans les communautés retenues pour bénéficier de distributions d'espèces

Les conditions politiques et de sécurité restent stables

#### Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

## Activités et produits

### **1. Fournir une assistance alimentaire et dispenser une formation en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à l'intention des populations touchées par une crise, et renforcer les capacités des partenaires nationaux d'intervenir en cas de crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à l'alimentation)**

Des messages visant à faire évoluer la société et les comportements sont communiqués aux bénéficiaires touchés par une crise, en vue d'améliorer leurs pratiques nutritionnelles (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les bénéficiaires touchés par une crise reçoivent en temps voulu des aliments ou des transferts de type monétaire, pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels (A: Ressources transférées)

Les populations ciblées touchées par une crise bénéficient de la capacité renforcée des partenaires nationaux d'assurer un accès sûr à une alimentation suffisante et nutritive (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

### **Effet direct stratégique 2: Les populations en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées, notamment les enfants d'âge scolaire, ont accès toute l'année à une alimentation suffisante et nutritive**

Catégorie d'effet direct correspondante: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

### Hypothèses

Ressources adéquates (humaines, logistiques et financières) pour la fourniture d'une assistance alimentaire et nutritionnelle

Aucune rupture de la chaîne approvisionnement due à des problèmes financiers

Activités complémentaires en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, et de nutrition

Aucune crise de sécurité ou détérioration des conditions de sécurité

Les partenaires ont des capacités et des ressources suffisantes pour mettre en œuvre les activités, comme prévu

Participation active des communautés

**Indicateurs d'effet direct**

Taux de scolarisation des garçons et des filles

Ratio filles/garçons

Taux de fidélisation

**Activités et produits****2. Dans le préscolaire et le primaire, servir des repas aux enfants exposés à l'insécurité alimentaire pendant l'année scolaire, et améliorer la capacité des autorités locales de gérer le programme de repas scolaires en tant que filet de sécurité de portée nationale (Repas scolaires)**

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient des capacités renforcées des autorités et des communautés locales de mettre en place en milieu scolaire des programmes d'alimentation et de nutrition utilisant la production locale pour répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Dans le préscolaire et le primaire, un repas sain et nutritif est servi chaque jour aux enfants, qui subvient à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et a pour effet d'améliorer les taux de scolarisation et d'assiduité (A: Ressources transférées)

**Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition****Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition**

**Effet direct stratégique 3: L'état nutritionnel des populations vulnérables vivant dans les zones ciblées, notamment les enfants ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes, s'améliore conformément aux objectifs nationaux**

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

## Hypothèses

Les partenaires ont des capacités et des ressources suffisantes pour mettre en œuvre les activités, comme prévu  
Des centres de santé adéquats sont disponibles pour le traitement des enfants et des femmes souffrant de malnutrition  
Les mécanismes publics de coordination des activités en matière de nutrition fonctionnent  
Des fonds sont disponibles pour garantir l'arrivée en temps opportun des produits nutritionnels  
Aucune épidémie majeure n'éclate  
Activités complémentaires en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, et de nutrition

## Indicateurs d'effet direct

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement  
Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité  
Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement  
Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération  
Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes  
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable  
Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)  
Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

## Activités et produits

### **3. Mettre en œuvre des programmes de nutrition complets, notamment en fournissant des aliments nutritifs, à l'intention des enfants de moins de 5 ans ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes pour prévenir ou traiter la malnutrition aiguë et chronique, tout en apportant un appui au Gouvernement pour la gestion de ces programmes (Traitement nutritionnel)**

Des messages visant à faire évoluer la société et les comportements sont diffusés à l'intention des bénéficiaires ciblés – les enfants âgés de 6 à 59 mois, les adolescentes, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que d'autres personnes vulnérables sur le plan nutritionnel – avec pour objectif d'améliorer les pratiques nutritionnelles et de prévenir la malnutrition (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, en quantité suffisante et en temps voulu, l'objectif étant de traiter la malnutrition aiguë modérée (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, en quantité suffisante et en temps voulu, l'objectif étant de prévenir la malnutrition aiguë modérée (B: Aliments nutritifs fournis)

### **Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire**

#### **Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent**

**Effet direct stratégique 4: Les moyens d'existence et la résilience des petits exploitants et des communautés en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées s'améliorent et leur permettent de mieux subvenir à leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition toute l'année**

Catégorie d'effet direct correspondante: Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

#### Hypothèses

Les mécanismes publics de coordination des activités en matière d'assistance alimentaire, de nutrition et d'éducation fonctionnent  
 Les marchés fonctionnent correctement dans les communautés retenues pour bénéficier de distributions d'espèces  
 Les conditions politiques et de sécurité restent stables

#### **Indicateurs d'effet direct**

Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants, en fonction du sexe du petit exploitant  
 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

#### **Activités et produits**

#### **4. Fournir un appui en matière de chaîne d'approvisionnement et de débouchés (notamment pour les repas scolaires utilisant la production locale) pour que la productivité des agriculteurs et leur accès aux marchés s'améliorent, avec en complément la création d'actifs communautaires au moyen d'activités 3A (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)**

Les moyens d'existence et la résilience des membres des communautés s'améliorent grâce à la création et à la remise en état d'actifs productifs dans le but d'accroître la productivité et l'accès aux marchés (D: Actifs créés)

Les petits exploitants bénéficient du système d'achat fiable à grande échelle mis en place par le PAM et le Gouvernement pour encourager la croissance de la production (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les petits exploitants peuvent accéder aux chaînes de valeur et aux marchés, ce qui leur offre davantage de possibilités de toucher un revenu et améliore leur sécurité alimentaire (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une alimentation suffisante ou des transferts de type monétaire qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (A: Ressources transférées)

## **But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD**

### **Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD**

### **Résultat stratégique 5: Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD**

#### **Effet direct stratégique 5: Les institutions nationales et infranationales disposent de capacités renforcées pour atteindre les cibles fixées en matière d'élimination de la faim**

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

#### Hypothèses

Le Gouvernement et les partenaires ont des capacités et des ressources suffisantes pour mettre en œuvre les activités, comme prévu

Les mécanismes publics de coordination des activités visant à éliminer la faim fonctionnent

Les conditions politiques et de sécurité restent stables

#### **Indicateurs d'effet direct**

Score de capacité Faim zéro

## Activités et produits

### **5. Apporter un appui technique au Gouvernement pour ce qui est d'assurer la cohérence entre les instruments de politique générale pertinents qui intéressent le plan national de développement; de l'exécution de la politique nationale de protection sociale, l'accent étant mis sur une prise en charge progressive par le Gouvernement du programme de repas scolaires utilisant la production locale; de la gestion nationale des programmes de nutrition; des systèmes de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de choc (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire tirent parti de l'amélioration des capacités des autorités et des communautés locales de mettre en œuvre des programmes de nutrition C Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire tirent parti de l'amélioration des capacités du Gouvernement d'étendre la couverture des filets de sécurité pour subvenir à leurs besoins essentiels en matière de sécurité alimentaire et de nutrition C Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire tirent parti de l'amélioration des capacités du Gouvernement de faire converger les politiques définies dans le plan national de développement dans le but de subvenir à leurs besoins essentiels en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro****C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

**C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité****Résultats transversaux**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

**C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM****Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

**C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement****Résultats transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

## ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ( <i>en dollars</i> )						
	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2		Résultat stratégique 2/ cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3/ cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5/ cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilegié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience			Causes profondes	
Transfert	2 540 600	9 460 788	6 300 159	1 588 000	830 824	<b>20 720 371</b>
Mise en œuvre	69 787	639 897	853 602	344 908	229 022	<b>2 137 215</b>
Coûts d'appui directs ajustés	112 818	559 551	386 566	112 857	55 675	<b>1 227 467</b>
Total partiel	2 723 204	10 660 235	7 540 327	2 045 765	1 115 521	<b>24 085 052</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	177 008	692 915	490 121	132 975	72 509	<b>1 565 528</b>
<b>Total</b>	<b>2 900 213</b>	<b>11 353 150</b>	<b>8 030 448</b>	<b>2 178 740</b>	<b>1 188 030</b>	<b>25 650 581</b>

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
CCI	Centre du commerce international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
NaNA	Agence nationale pour la nutrition
ODD	objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
SMART	suivi et évaluation normalisés des phases des secours et de transition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance